



Pas de vacances pour le combat des salariés d'ArjoWiggins

RENDEZ-VOUS LE 18 JUILLET À WIZERNES POUR UN GRAND CONCERT DE LUTTE

377 maires, conseillers généraux et régionaux, à ce jour, ont signé le texte suivant :

« J'utilise le moyen légal de sauvegarder les sites industriels condamnés par ArjoWiggins, en particulier celui de ma commune, de mon département, de ma région, par l'exercice du droit de préemption.

Pour cela, m'appuyant sur le Code de l'expropriation publique et sur les autres bases du droit à la disposition des élus de la République, je procéderai à l'organisation d'un délibéré engageant ma commune, mon département, ma région à placer les sites ArjoWiggins sous la protection de l'Etat.

Cette procédure permettra ensuite de chercher les solutions appropriées à la pérennité des usines et des emplois. »

En quoi cette majorité républicaine, le soutien de la population et la mobilisation des salariés seraient inférieurs au droit des propriétaires et des spéculateurs du groupe Sequana ?

L'état major hautain et lointain du groupe franco-américain Sequana ne s'occupe que des actionnaires qui spéculent sur le titre coté à la Bourse (Paris et New York).

Les élus, les salariés, les syndicats et la population s'occupent de la survie des usines, des emplois et de l'avenir des communes.

Au lieu d'utiliser les fonds publics de la Banque publique d'investissements (BPI) au service des banques créancières du groupe Sequana, Montebourg doit retirer sa signature de l'accord du 10 avril 2014 qui donne le feu vert à la destruction des usines et de leurs emplois. C'est le devoir des pouvoirs publics de soutenir la lutte des salariés, des syndicats et des élus pour la survie des sites industriels !

La seule solution pour le bien commun, c'est que la préemption soit suivie d'une nationalisation.

Si le groupe Sequana ne veut plus produire de papier mais se replier sur la distribution, qu'il laisse les clés, le camion et son chargement à ceux qui en veulent. Et il doit rembourser les aides de toutes natures qu'il a empochées au fil des années.

Briser le mur du silence de l'été, forcer Sequana-ArjoWiggins à céder !

Les signataires de l'accord du 10 avril 2014 - Sequana-Montebourg-banques – comptent sur l'été pour faire oublier les salariés qui veulent sauver leurs sites industriels et leurs emplois.

La Filpac CGT avec les salariés d'ArjoWiggins et de toute la filière Papier-Carton feront tout pour que l'été ne soit pas meurtrier, mais au contraire un moment de relance du combat pour la préemption et la nationalisation.

Tout ne sera pas dit par cette Conférence pour l'austérité les 7 et 8 juillet, convoquée pour aggraver l'austérité et approuver la destruction industrielle.

**Première étape de l'été du combat des salariés d'ArjoWiggins
et des élus qui les soutiennent :**

le 18 juillet à Wizernes pour le festival de l'été des papetiers

**vendredi 18 juillet de 20h30 à Minuit
les papetiers de l'Aa vous invitent**

A UNE SOIREE SPECTACLE SUR LE PARKING DE L'USINE DE WIZERNES

En solidarité
Avec les papetiers de l'Aa
Et les emplois indirects menacés

**Restauration et buvette
Sur place**

Soirée spectacle

Entrée : un don de solidarité de 5€ par personne, gratuit pour les enfants de moins de 12 ans.

La recette de cet événement servira pour la participation financière de nos déplacements et

Manifestation pour sauver nos emplois.

IPNS